

## **Le projet du PS n'est pas nouveau mais a le mérite d'exister**

### *Editoriale*

C'est un fait politique qui mérite d'être relevé : à un an de l'élection présidentielle, le Parti socialiste (PS) est en voie de se doter d'un projet politique. Cette base programmatique, présentée mercredi 22 avril, compte plus de 600 mesures, couvrant presque tous les domaines. Les militants du PS doivent encore amender ce document de 144 pages, qui se veut une boîte à outils pour un « *nouveau socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle* ». L'objectif ? Dépasser une social-démocratie qui serait obsolète. Sous le mot d'ordre « Vivre libres », le document se propose notamment de desserrer l'étreinte du « *capitalisme de prédation* ».

Ce projet socialiste – piloté par Chloé Ridel, proche du premier secrétaire, Olivier Faure, et qui réaffirme l'engagement européen du parti – renoue avec un programme ancré à gauche en reprenant l'esprit de certains fondamentaux du PS de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, sur le volet économique et social, il regarde clairement davantage du côté de l'Espagnol Pedro Sanchez que du Britannique Tony Blair. En témoignent les mesures comme l'augmentation du smic à 1 690 euros, l'abrogation de la réforme des retraites d'Elisabeth Borne, avec un âge légal ramené à 62 ans mais avec une durée de cotisation fixée à 43 annuités, l'instauration d'une taxe Zucman sur les très hauts patrimoines, la limitation des écarts de salaires en entreprise ou encore la restauration d'une police de proximité.

Dans le même temps, Boris Vallaud, député PS des Landes, président du groupe à l'Assemblée nationale et rival de M. Faure, publie *Nos vies ne sont pas des marchandises* (Seuil, 248 pages, 19,90 euros), un livre sur le concept de « *démarchandisation* ». Complémentaire du projet socialiste, le propos de M. Vallaud vise aussi à dépasser la social-démocratie. Sans passer par une vague de nationalisations, il propose de sortir du marché certains secteurs comme l'eau, les

Ehpad, les crèches ou le secteur funéraire, et prône une gestion publique et coopérative du logement. Là aussi, ce qui est présenté comme une nouveauté n'en est pas vraiment une : la réflexion sur la marchandisation du monde était au cœur de la pensée altermondialiste au début des années 2000.

Les socialistes n'avaient pas le choix : l'une des critiques les plus constantes à leur égard était leur absence de corpus. Avec ce projet qui est, en réalité, une ébauche de programme, le PS veut montrer qu'il peut exister à côté de Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise (LFI) pour incarner une alternative à gauche. Et jouer un rôle en 2027 lors de l'élection présidentielle. Or, le probable candidat « insoumis » et son mouvement ont, eux, un programme déjà écrit et détaillé, régulièrement mis à jour, « L'Avenir en commun ». Un travail entamé en 2016, sur lequel les cadres « insoumis » se basent pour construire leurs thèmes de campagne et avancer leur vision du monde.

Les socialistes sont, cependant, encore loin d'apporter une réponse complète et exhaustive aux préoccupations qui traversent le pays. La question du coût des réformes proposées, le financement de la protection sociale et notamment du système de retraite ne sont pas détaillés, alors que la France connaît un endettement sans précédent (plus de 3 460 milliards d'euros, troisième pays le plus endetté de l'Union européenne). De même, certains irritants sont prudemment laissés de côté, par exemple l'immigration. Un sujet clivant que les rivaux « insoumis » abordent à leur façon en avançant leur concept de « nouvelle France ». Sur ce point comme sur d'autres, les socialistes seront bien obligés de sortir du flou sans tarder.